



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES BOUCHES DU RHONE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Unité Territoriale de Martigues
Route de la Vierge
CS1
13696 – MARTIGUES cedex –

Référence : JPP/CN - D/MART-ER/20120008
Affaire suivie par : Jean-Philippe PELOUX
n° GIDIC : 64-4835 – P1
jean-philippe.Peloux@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 04.42.13.01.12 – Fax : 04.42.13.01.29

SPR / N° 3 3

Le Directeur

à

Monsieur le Directeur
AIR LIQUIDE HYDROGENE
Z.I. Quartier Tonkin

13270 – FOS SUR MER –

Marseille, le 25 JAN. 2012

Objet : Conclusions de la visite d'inspection du 6 décembre 2011 dans l'établissement AIR LIQUIDE HYDROGENE à Lavéra.

Ref. : Votre courrier en réponse du 4 janvier 2012.

Monsieur le Directeur,

Votre établissement a fait l'objet d'une visite d'inspection le 6 décembre 2011.

Cette visite, non exhaustive, était axée autour des points particuliers suivants :

- Suites données aux remarques relevées lors de l'inspection du 18/11/2010
- Suites données aux remarques relevées lors du contrôle inopiné du 15/05/2011
- Faits marquants 2011
- Point sur la mise à jour de l'étude de dangers version septembre 2011
- Système de Gestion de la Sécurité / gestion des mesures de maîtrise des risques
- Visite des installations

Suite à cette visite d'inspection, une liste de remarques vous a été notifiée par l'Inspecteur des installations classées. Par courrier visé en référence, vous m'avez fait part de vos observations, compléments d'information et/ou engagements en réponse à ces constats.

Au terme de cet échange, je vous prie de bien vouloir prendre connaissance des conclusions de l'Inspection suite à cette visite :

Écarts à la réglementation relevés :

Aucun écart à la réglementation n'a été relevé.

Remarques particulières relevées:

Les remarques ont fait l'objet d'une réponse satisfaisante.

Il ressort de cette inspection que le système de gestion de la sécurité mis en place répond globalement aux dispositions de l'arrêté du 10 mai 2000, notamment en ce qui concerne la démarche d'amélioration continue dans le domaine de la prévention des accidents majeurs. Les actions de progrès prévues pour garantir le maintien dans le temps de l'efficacité des mesures de maîtrise des risques seront suivies lors de la prochaine inspection.

Enfin, il est attendu de votre part une transmission pour fin janvier 2012 des réponses aux observations formulées sur la révision de l'étude de dangers de l'établissement.

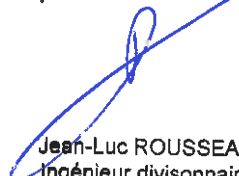
Ecarts / Remarques relevés lors d'inspections précédentes

Compte tenu des actions mises en place suite aux remarques notifiées lors de l'inspection du 18 novembre 2011, cette inspection peut être soldée.

Sauf réserve de votre part motivée par des considérations prévues par la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et des articles L.110-1 4, L.124-1, L.125-1, L.125-2, L.125-4 et L.521-7 du code de l'environnement, ce courrier sera publié sur le site Internet de la DREAL PACA.

Restant à votre écoute pour toute observation complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

**Le Chef de l'Unité
Risques chroniques et sanitaires**



Jean-Luc ROUSSEAU
Ingénieur divisionnaire
de l'Industrie et des Mines